

Plan de services en français

French-language Services Plan

2017-2018

Department of Justice

Ministère de la Justice



Message de la sous-ministre

Bonjour,

C'est avec plaisir que je présente, au nom du ministère de la Justice, notre plan de services en français pour 2017-2018. Le plan a été élaboré à partir d'une grande quantité d'informations fournies par les divisions du Ministère, l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse et le Service des poursuites publiques. Le plan comprend un rapport sur ce qui a été accompli durant l'exercice financier qui prend fin le 31 mars 2017.

Notre vision est de vivre dans une province où tout le monde se sent en sécurité et où les droits sont compris et respectés. Pour réaliser notre vision, nous avons priorisé trois buts :

- l'amélioration de l'accès à la justice;
- la collaboration pour assurer la sécurité et le bien-être de la collectivité;
- la considération de la culture du milieu de travail et du bien-être au travail.

Nous mettrons l'accent sur l'administration durable de la justice et l'augmentation de la confiance du public dans le système de justice. Pour y arriver, nous continuerons de travailler avec nos partenaires au sein du gouvernement et dans les collectivités pour que l'application des politiques et l'offre des programmes et des services répondent aux besoins variés et complexes des Néo-Écossais.

Message from the Deputy Minister

Hello everyone,

On behalf of the Nova Scotia Department of Justice, I am pleased to present the 2017-18 French-language Services Plan. This Plan is the result of extensive input from divisions across our Department, Nova Scotia Legal Aid (NSLA), and the Public Prosecution Service (PPS). The Plan includes the Accountability Report for the fiscal year ended March 31, 2017.

Our vision is to live in a province where everyone feels safe and secure, and where rights are respected and understood. To help us achieve this vision, we have identified three priority areas:

- improving access to justice;
- working together for community safety and wellbeing; and
- focusing on workplace cultures and wellbeing.

Our focus will be to carry out the administration of justice in a sustainable way, and enhance public confidence in our justice system. To accomplish this, we will continue to work with our justice partners across government and within communities to ensure justice policies, programs and services are responsive to the diverse and complex needs of Nova Scotians.

En 2016, dans le cadre de nos efforts pour augmenter l'accès à la justice en français pour les Acadiens et les francophones de la Nouvelle-Écosse, nous avons nommé un juge bilingue à la Cour provinciale et au Tribunal de la famille et nous avons fourni plus d'informations en français sur le Tribunal de la famille. Les lignes directrices qui découlent de la Charte canadienne des droits des victimes sont dans les deux langues officielles. Grâce à un projet pilote avec l'un de nos partenaires, les francophones sont maintenant en mesure de présenter une requête en divorce en français, si le divorce n'est pas contesté. Nous fournissons toujours des services en français dans cinq régions acadiennes et francophones et dans notre système judiciaire, notamment des services d'interprétation s'il y a lieu.

Le travail du Ministère est important et difficile. Nous réussirons à respecter nos engagements envers les Néo-Écossais avec le soutien d'un personnel engagé, bien formé et en santé. Au cours de la prochaine année, nos efforts porteront sur un plus grand engagement de notre personnel en diffusant notre plan de services en français et en offrant une formation plus intense à nos sténographes judiciaires bilingues et plus de formation sur la terminologie juridique en français aux employés.

Vos commentaires sont les bienvenus. Nous remercions tous ceux et celles qui ont contribué à la préparation du présent document et tous ceux et celles dont le travail est essentiel à notre succès.

Merci.

In 2016, as part of our continuing efforts to increase access to justice for Acadian and francophone Nova Scotians, we appointed a bilingual Provincial and Family Court Judge, and increased family court information available in French. Guidelines under the Canadian Victims Bill of Rights are available in both official languages. Through a pilot project with one of our partners, francophones are now able to file an uncontested divorce in French. We still provide French services in five designated French and Acadian regions of the province, and in our court system. This includes interpretation services as required.

The work of this department is important and challenging. We will only be successful in our commitment to Nova Scotians with the support of a healthy, engaged and well-trained workforce. We will focus our efforts in the year ahead on further engaging our staff by sharing the information on the French-language Plan, offering intense French training to our bilingual court reporters and more training in French legal terminology to our staff.

We welcome your feedback and extend a sincere thank you to all who helped develop this document and to those whose hard work will be critical to its success.

Thank you.

| | |
|---|---|
| <p>La sous-ministre, Karen Hudson, c.r.</p> | <p>Karen Hudson, QC Deputy Minister</p> |
| <p><i>Réponses aux demandes en français</i></p> <p><i>Le ministère de la Justice</i> Les Services judiciaires et les Services correctionnels sont les divisions du ministère de la Justice qui ont le plus de contacts avec le public. Les employés de ces divisions transmettent les demandes reçues oralement et par écrit en français à des employés de leur propre lieu de travail qui peuvent y répondre en français. Si aucun employé dans le bureau n'est en mesure de répondre à la demande en français, la correspondance est transmise au bureau principal pour traduction ou à un autre membre du personnel capable de répondre aux questions en français.</p> <p>Les Services juridiques répondent aux demandes reçues oralement et par écrit en français selon les possibilités. Plusieurs employés sont en mesure de répondre à pied levé aux demandes et aux appels en français. D'autres divisions ont des employés qui participent au programme <i>Bonjour!</i> et qui répondent à des demandes précises en français. Si personne ne peut traiter la demande localement, celle-ci peut être transmise à la coordonnatrice des services en français du Ministère.</p> <p><i>L'Aide juridique et le Service des poursuites publiques</i> Bien que l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse et le Service des poursuites publiques fonctionnent indépendamment du ministère de la Justice, ces services sont inclus dans son plan de services en français.</p> | <p><i>Responses to French Requests</i></p> <p><i>Justice</i> Court Services and Correctional Services are the divisions within the Department of Justice that have the most public contact. Employees in Courts and Corrections forward French written or oral requests to staff within their workplace that can respond in French. If there is no one within the office who can respond in French, the correspondence is forwarded to head office for translation or to other staff who can answer questions in French.</p> <p>Legal Services responds to French requests, in writing and orally, as capacity permits and they have several staff with French-language capacity who can field calls and inquiries.</p> <p>Other divisions have staff members participating in the "Bonjour!" campaign to respond to specific inquiries in French. If there is no one at the local level who can manage the request, it may be referred to the Department's French-language Services Coordinator.</p> <p><i>Nova Scotia Legal Aid and Public Prosecution Service</i> While they operate independently from the Department of Justice, both Nova Scotia Legal Aid (NSLA) and the Public Prosecution Service (PPS) take part in the French-language Services Plan.</p> |

Les points de service de l'Aide juridique qui offrent tous les services sont ceux qui ont le plus de contacts avec le public. Les employés transmettent les demandes reçues oralement et par écrit en français à des employés de leur propre lieu de travail qui peuvent y répondre en français. Si aucun employé dans le bureau n'est en mesure de répondre à la demande en français, la correspondance est transmise au bureau principal pour traduction ou à un autre membre du personnel capable de répondre aux questions en français. L'Aide juridique répond en français aux demandes reçues oralement ou par écrit selon les possibilités. Elle a des employés qui parlent couramment le français et qui peuvent répondre aux demandes.

L'Aide juridique participe à la campagne *Bonjour!* pour répondre à des demandes précises en français. Si, localement, il n'y a personne qui peut traiter la demande, celle-ci peut être transmise à un membre du personnel qui peut y répondre en français.

L'Aide juridique garde à jour une liste d'avocats qui parlent français et qui acceptent d'offrir des services en français au téléphone à titre d'avocat de service. L'Aide juridique a quelques employés qui peuvent converser en français. L'Aide juridique répond en français aux lettres reçues en français. Les documents sont traduits soit à l'interne soit par Communications Nouvelle-Écosse.

Au Service des poursuites publiques, il y a une personne qui participe au programme *Bonjour!* et qui accepte de répondre aux demandes du public de communiquer en français, conformément à l'approche recommandée. Les autres membres du personnel qui offrent des services en français sont les avocats de la poursuite. Les obligations de ces derniers en matière de communication en français sont régies par les articles 530 et 530.1 du *Code criminel*. Au besoin, le Service des poursuites publiques a recours aux

NSLA full service offices have the most public contact. Employees forward French written or oral requests to staff within their workplace able to respond in French. If there is no one within the office who can respond in French, the correspondence is forwarded to head office for translation or to other staff who can answer questions in French. NSLA responds to French requests, in writing and orally, as capacity permits and has staff fluent in French who can address inquires.

NSLA participates in the "*Bonjour!*" campaign to respond to specific inquiries in French. If there is no one at the local level who can manage the request, it may be referred to staff who can respond in French.

NSLA also maintain a list of French-speaking lawyers who are willing to provide telephone duty counsel services in French. Legal Aid has a few staff members who can converse in French. If Legal Aid receives written correspondence in French, the response will be in French. Documents will be translated in-house or by Communication Nova Scotia.

PPS has one staff member who is part of the "*Bonjour!*" campaign and that staff member has agreed to respond to requests from the public to communicate in French in accordance with the approach recommended by that campaign. The remaining PPS staff members who provide French-language services are Crown Attorneys. Therefore, their French-language communication obligations are governed by sections 530 and 530.1 of the *Criminal Code*. When required, the services of out-of-region staff with French-language communication skills are engaged.

| | |
|---|--|
| <p>services d'employés qui sont à l'extérieur de la région et en mesure de communiquer en français.</p> | |
| <p><i>Inventaire des services en français</i></p> <p>Les Services judiciaires</p> <ul style="list-style-type: none"> • tiennent des audiences en français devant les tribunaux, conformément au <i>Code criminel</i>; • offrent des services d'interprétation à la Cour provinciale pour les affaires criminelles; • ont des employés qui participent au programme <i>Bonjour!</i>. • offrent des services de traduction simultanée à la Cour suprême et à la Cour d'appel pour les affaires criminelles, le cas échéant; • font traduire des documents imprimés et en ligne dans les domaines prioritaires; • offrent des services d'interprétation au tribunal de la famille dans certains cas; • traitent les requêtes en divorce non contestées; • offrent le Programme d'information pour les parents (PIP) à la Division et au Tribunal de la famille; • ont, dans des localités précises, des employés bilingues dans les bureaux de l'administration des centres de justice. <p>Les Services correctionnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> • rédigent en français des rapports présentenciels; • supervisent en français des détenus à certains endroits; • ont des employés qui participent au programme <i>Bonjour!</i>; <p>La Division de la sécurité publique</p> <ul style="list-style-type: none"> • donne, sur demande, des exposés en français sur la cyberintimidation, • offre des services en français au comptoir et au téléphone dans les bureaux de la sécurité privée et des armes à feu. | <p><i>French-language Services Inventory</i></p> <p>Court Services provides:</p> <ul style="list-style-type: none"> • hearings in court in accordance with the <i>Criminal Code</i>; • interpreters in Provincial Court for criminal matters; • staff participation in the "Bonjour!" campaign; • simultaneous interpreters as required at Supreme Court and Appeal Court for criminal matters; • translated print and website materials in priority subject areas; • interpreters in Family Court for certain matters; • processing of applications for uncontested divorce in French; • a Parent Information Program in both official languages in Family Division and Family Court; and • bilingual staff in court administration offices located in designated areas. <p>Correctional Services provides:</p> <ul style="list-style-type: none"> • French presentence reports; • offender supervision in French at certain locations; and • staff participation in the "Bonjour!" campaign. <p>Public Safety and Security provides:</p> <ul style="list-style-type: none"> • French educational presentations about cyberbullying upon request; and • phone and counter services in French in the private security and firearms offices. |

| | |
|--|--|
| <p>Le Service des poursuites publiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • introduit des instances judiciaires en français qui ne sont pas comprises dans l'article 530 du <i>Code criminel</i> (en plus d'offrir les services en français dans les situations décrites dans le <i>Code criminel</i>); • communique oralement et par écrit en français avec des organismes parallèles (particulièrement les services de police) et le public (notamment les accusés, les témoins et les médias). <p>L'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse</p> <ul style="list-style-type: none"> • publie sur son site Web des informations dans les deux langues officielles du pays; • offre gratuitement et immédiatement, et ce, 24 heures sur 24, un service de consultation téléphonique avec un avocat de service qui donne des conseils juridiques en anglais ou en français aux personnes en état d'arrestation ou qui sont détenues; • retient au besoin les services d'un avocat qui parle français pour représenter un accusé, même si cet avocat doit venir de l'extérieur de la province. | <p>Public Prosecution Service provides:</p> <ul style="list-style-type: none"> • court proceedings in French not covered by s. 530 of the <i>Criminal Code</i> of Canada (in addition to the French-language services required by the <i>Criminal Code</i>); and • oral and written communication in French with collateral agencies (particularly police agencies) and the public (including accused persons, witnesses and the media). <p>Nova Scotia Legal Aid provides:</p> <ul style="list-style-type: none"> • information on their website in both official languages; • a 24-hour telephone duty counsel service providing free and immediate legal advice in French or English to people who have been arrested or detained; and • French-speaking counsel under retainer to represent the accused even if counsel must be from out of province. |
| <p><i>Coordonnatrice des services en français</i></p> <p>Léda M.D. Zlotnick Leda.Zlotnick@novascotia.ca</p> | <p><i>French-language Services Coordinator</i></p> <p>Léda M.D. Zlotnick Leda.Zlotnick@novascotia.ca</p> |

Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs en 2016-2017

Buts et objectifs 2016-2017

Objectif stratégique n° 1 – Leadership et orientation politique

Pour se faire les champions des cadres de planification, d'administration et d'élaboration de politiques pour la mise en œuvre de la *Loi sur les services en français* et son règlement et en assurer le soutien, le ministère de la Justice, l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse et le Service des poursuites publiques se sont engagés à :

- appuyer les Affaires acadiennes par l'application de la *Loi sur les services en français* et de son règlement;
- contribuer au rapport d'étape annuel du gouvernement provincial sur les services en français;
- continuer d'élaborer des politiques pour appuyer la prestation de services en français.

Mesures prévues en 2016-2017

Le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques appuient les Affaires acadiennes en s'engageant à rédiger un rapport sur le plan de services en français de 2016-2017, qui comprend aussi un plan des mesures prévues pour 2017-2018, et à le publier sur leurs sites Web respectifs au plus tard le 31 mars 2017, et ce, en français et en anglais.

Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs en 2016-2017

Le Ministère a été représenté à la réunion mensuelle du Comité de

Progress in Reaching Goals and Objectives for 2016-2017

Goals and Objectives for 2016-2017

Strategic Objective 1: Leadership and Policy Direction

To champion and support the policy development, planning, and administrative frameworks for the implementation of *the French-language Services Act and Regulations*, the Department of Justice, NSLA and PPS are committed to:

- supporting Acadian Affairs by implementing the *French-language Services Act and Regulations*;
- contributing to the provincial government's Annual Plan and Progress Report on French-language services; and
- ongoing development of policies to support the delivery of French-language services.

Planned Measures for 2016-2017

Supporting Acadian Affairs, the Department, NSLA and PPS are committed to completing and publishing the 2016-17 French-language Services Accountability Report and the 2017-18 business plan in French and English on their website by March 31, 2017. Furthermore, the French Hearing Protocol will be reviewed/revised to reflect any change to practices in the courts.

Progress in Reaching Goals and Objectives for 2016-2017

The Department of Justice had representation at the monthly French-language Services

| | |
|--|---|
| <p>coordination des services en français et sa coordonnatrice des services en français a siégé au sous-comité de l'offre active et à ceux des ressources humaines et de la formation. Activité continue.</p> <p>Le Ministère a rédigé dans les deux langues officielle un rapport sur son plan de services en français de 2016-2017, qui comprend aussi un plan des mesures prévues pour 2017-2018. Il l'a présenté à l'équipe de la haute direction pour son approbation afin de l'afficher sur le site Web du Ministère au plus tard le 31 mars 2017.</p> <p>Le comité consultatif interne sur les services en français a examiné et révisé le protocole d'audience en français.</p> <p>L'Aide juridique et le Service des poursuites publiques ont été représentés au sein du comité consultatif sur les services en français du Ministère.</p> <p>Objectif stratégique n° 2 – Disponibilité et accessibilité des services en français</p> <p>Pour augmenter la visibilité des services en français par l'offre active, la communication, les ressources électroniques et sur papier et pour avoir plus de fonctionnaires en mesure d'offrir des services en français, le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques se sont engagés à ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ offrir des services et des documents d'information qui répondent aux besoins prioritaires de la communauté acadienne et francophone; ▪ appuyer l'apprentissage du français chez les employés; ▪ augmenter la capacité d'offrir des services en français dans les domaines prioritaires. | <p>Coordinating Committee, and on the Active Offer, HR, and Training subcommittees. Ongoing.</p> <p>The Department of Justice 2016-17 French-language Services Accountability Report and the 2017-18 business plan completed in both official languages, presented to the Senior Management Team for approval and posted on the website by March 31, 2017.</p> <p>The French Hearing Protocol has been reviewed and revised by the Divisional French-language Advisory Committee.</p> <p>PPS and NSLA have maintained representation of their offices on the Department of Justice French-language Advisory Committee.</p> <p>Strategic Objective 2: Availability and Accessibility of French-language Services</p> <p>To increase the visibility of French-language services through active offer, communications, print and electronic material, and increase French-language capacity of public servants, the Department, NSLA and PPS are committed to:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ delivering services and informational materials that respond to the priority needs of the Acadian and francophone community; ▪ supporting French-language training for staff; and ▪ increasing capacity to provide French-language services in priority areas. |
|--|---|

Mesures prévues en 2016-2017

En appui à l'augmentation des services en français par une offre active, le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques se sont engagés à continuer d'offrir des services et des informations en français au public. Dans le but d'améliorer les services offerts en français, différents cours de français pour différents niveaux seront offerts aux employés. Améliorer l'accès à la justice signifie aussi prendre en considération les besoins des populations qui sont difficiles à joindre. Un accès réel aux services et aux informations signifie que les réponses demandées et les services sont offerts au bon moment. À cette fin, le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques offrent, principalement sur leurs sites Web respectifs, divers documents traduits provenant de plusieurs divisions. Quand ils embaucheront de nouveaux employés, ils indiqueront dans les offres d'emploi que la connaissance du français est un atout ou une exigence, selon le cas, et ils feront la promotion des programmes offerts en français. Le Ministère continuera d'offrir, sur demande, les services accessibles en français et d'embaucher des employés bilingues dans les secteurs de service clés.

Le ministère de la Justice

Le Ministère a rencontré l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse (AJEFNE) le 5 avril 2016 (avec les ministres Whalen et Samson) et le 22 septembre 2016 pour explorer les secteurs où plus de services pourraient être offerts à la communauté acadienne et francophone. La ministre de la Justice, Mme Whalen, a nommé M. Alain Bégin juge à la Cour provinciale et au Tribunal de la famille. Le juge Bégin est bilingue.

La Division de la sécurité publique

La Division de la sécurité publique continue d'informer les employés des possibilités de suivre des cours de français et de les encourager à en suivre. Elle continue aussi d'annoncer les

Planned Measures for 2016-2017

In support of increasing French services through active offer, the Department, NSLA and PPS are committed to the ongoing provision of French services and information to the public. With an aim to improve French-language services, various kinds and levels of French training will be offered to staff. Improving access to justice also means considering the needs of hard to reach populations. Meaningful access to services and information means that responsive information and services are offered at the optimal time. To that end, they will offer - mainly on their websites - a variety of translated materials from various divisions. The Department, NSLA and PPS will advertise French-language capacity as an asset or as a requirement where appropriate when hiring new staff, and will promote Programs available in French. The Department will continue to provide, upon request, those services that are available in French, as well as employ bilingual staff in key service areas.

The Department of Justice

The Department of Justice consulted with L'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse (AJEFNE) on April 5, 2016 (with Ministers Whalen and Samson) and September 22, 2016 to explore areas where enhanced services could be offered to the Acadian and francophone community. Justice Minister Whalen appointed Judge Alain Bégin to the Nova Scotia Bench. Judge Bégin is a bilingual Provincial and Family Court Judge.

Public Safety and Security

Public Safety and Security continues to identify, inform, and encourage employees to participate in French-language training opportunities and the advertisement of vacant positions with French-language as an asset is ongoing. Translation of the Private

postes vacants en indiquant que le français est un atout. La traduction du site Web de la sécurité publique est en attente parce que le site est en cours de restructuration. L'unité CyberScan distribue de l'information en français régulièrement et la Section des armes à feu continue de répondre aux exigences fédérales en matière de langues dans ses programmes en ayant des instructeurs qui parlent français et du matériel en français pour les cours.

Les Services judiciaires

- Les Services judiciaires continuent de faire traduire en français des documents choisis.
- Les formulaires utilisés pour un divorce non contesté ont été traduits en français et affichés sur le site Web des tribunaux de la Nouvelle-Écosse.
- Dans le cadre d'un projet pilote, les francophones qui font une requête en divorce non contestée peuvent procéder en français si les deux parties sont d'accord.
- Les lignes directrices qui découlent de la Charte canadienne des droits des victimes sont dans les deux langues officielles.
- Les mises à jour des Règles de procédure civile ont été traduites, intégrées dans le texte et affichées sur le site Web des Tribunaux de la Nouvelle-Écosse.
- Les informations sur le Programme d'information des parents (PIP) sont affichées sur les médias sociaux en français et en anglais. Les lettres envoyées aux clients et le site Web du droit de la famille (NS Family Law) indiquent que le programme est offert en français et qu'on peut le suivre en personne ou en ligne.
- Le plan pour la traduction du site Web du droit de la famille a été approuvé par son comité consultatif et l'AJEFNE. Les liens aux documents en français du site « Family Change » ont été téléchargés en octobre 2016 (<http://ns.familieschange.ca/fr>).

Security website is on hold as a Department-wide website refresh is underway. French Cyber Scan information is distributed on an ongoing basis and the firearm section continues to meet the Federal language criteria in its programs by providing French instructors and French printed material for courses.

Court Services

- Court Services continues to translate select Justice publications into French.
- Divorce forms for uncontested divorce were translated in French and published on the Courts of Nova Scotia website.
- Under a pilot project, francophones can have their uncontested divorces proceed in French, with the agreement of both parties to proceed in French.
- Guidelines under the Canadian Victims Bill of Rights are available in both official languages.
- Updates to the Civil Procedure Rules were translated, incorporated into the Rules and published on the Courts of Nova Scotia website.
- Information about the Parent Information Program (PIP) is posted on social media in French and English. The PIP letters and the NS Family Law website continue to advertise availability of PIP in French, in person or online.
- The NS Family Law website French translation plan was approved by its advisory committee and AJEFNE and the links to French Families Change materials <http://ns.familieschange.ca/fr> were uploaded, October 2016.

- Les frais de traduction des testaments rédigés en français sont maintenant couverts par le ministère de la Justice.
- Dans le cadre d'un projet pluriannuel, un comité continue de passer en revue la trousse d'informations destinée aux jurés, y compris la question des procès en français avec jurés.
- Deux employés bilingues ont été embauchés : un à la Cour provinciale à Dartmouth, et l'autre au Centre de justice de Sydney.
- Deux sténographes judiciaires ont participé à la Semaine de perfectionnement en français juridique 2017 organisée par le Centre canadien de français juridique à Canmore en Alberta.
- Une sténographe judiciaire a suivi des cours intensifs de français pendant 5 mois à l'Université Sainte-Anne.
- Cinq séances de formation d'un jour sur la terminologie juridique ont été offertes dans trois régions de la province. En tout, 42 personnes y ont assisté.
- Dix employés ont participé à trois séances de formation sur la communication et la correspondance juridique en français.
- Quatre personnes ont suivi des cours de français à différents niveaux, offerts par l'Université Sainte-Anne
- Trois candidats ont été présélectionnés pour un poste désigné bilingue et l'un d'entre eux a été évalué par l'Université Sainte-Anne pour ses compétences en français.

Les Services correctionnels

- Les Services correctionnels ont mis à jour le document portant sur les questions posées le plus souvent sur le système téléphonique à l'intention des délinquants, le Code de déontologie et le Guide à l'intention des délinquants. Ces documents ont été traduits en français et affichés sur le site Web à http://novascotia.ca/just/Corrections/_docs/OffenderPhoneSystem-fr.pdf, http://novascotia.ca/just/Corrections/_docs/CodeofProfConduct_FR.pdf,

- The cost of translating French wills is now funded by the Department of Justice.
- A Committee continues to review the Jury Information Package, including the issue of French Jury Trials as part of a multi-year project.
- Two bilingual employees were hired, one in Dartmouth Provincial Court and one in the Sydney Justice Centre.
- Two Court Reporters participated in the Semaine de perfectionnement en français juridique 2017 offered by the Centre canadien de français juridique held in Canmore, Alberta.
- A Court Reporter took 5 month of intensive French training at Université Sainte-Anne.
- Five one-day French legal terminology training sessions were offered in three regions of the province with a total of 42 employees participating.
- Ten employees participated in three French Legal Communication and Correspondence workshops.
- Four employees participated in numerous levels of French training offered at Université Sainte-Anne.
- Three candidates were screened for a designated bilingual position and one was evaluated for French proficiency at Université Sainte-Anne.

Correctional Services

- Correctional Services updated the Offender Phone System FAQ, the Professional Code of Conduct, and the Offender Handbook. These were translated into French and published on the website http://novascotia.ca/just/Corrections/_docs/OffenderPhoneSystem-fr.pdf; http://novascotia.ca/just/Corrections/_docs/CodeofProfConduct_FR.pdf; http://novascotia.ca/just/Corrections/_docs/Adult_Offender_Handbook_FR.pdf

http://novascotia.ca/just/Corrections/_docs/Adult_Offender_Handbook_FR.pdf.

- Le dépliant sur les carrières au sein des Services correctionnels a été révisé, traduit en français et affiché sur le site Web à <http://novascotia.ca/just/Corrections/careers-fr.asp>.
- Le dépliant sur les services sociaux dans les établissements correctionnels a été rédigé, traduit en français et affiché sur le site Web à http://novascotia.ca/just/Corrections/_docs/Social-Work-Brochure-fr.pdf.
- Le formulaire d'autorisation médicale pour le TAPAC (test d'aptitudes physiques de l'agent correctionnel) a été traduit en français et affiché sur le site Web à <http://novascotia.ca/just/Corrections/recruitment/copat-fr.asp>.
- Des services en français ont été offerts au bureau de Port Hawkesbury. Les employés ont répondu au téléphone en disant : « Hello Correctional Services Port Hawkesbury, Bonjour » et demandé aux clients si leur première langue était le français et s'ils désiraient poursuivre la conversation en français.
- Il y a eu trois demandes de rapports présenticiels en français.
- Il y a eu six demandes pour des services en français (amendes, etc.).
- Deux employés ont suivi cinq séances d'apprentissage du français d'une journée.
- Un membre du personnel a suivi pendant 10 semaines des cours de français en ligne.
- Deux membres du personnel ont suivi une séance de formation sur la terminologie juridique en français.
- Un membre du personnel a suivi deux cours de français (intermédiaire 4 et conversation intermédiaire) offerts par l'Université Sainte-Anne.

- The Corrections Recruiting Brochure was revised, translated into French and posted on the website <http://novascotia.ca/just/Corrections/careers-fr.asp>;
- The Social Worker Brochure was created, translated into French, and posted on the website http://novascotia.ca/just/Corrections/_docs/Social-Work-Brochure-fr.pdf;
- The Correctional officer's training (COPAT) medical clearance form was translated into French and published on the website <http://novascotia.ca/just/Corrections/recruitment/copat-fr.asp>;
- Services in French were offered in the Port Hawkesbury office; phone answered with "Hello Correctional Services Port Hawkesbury, Bonjour"; Clients asked if their first language is French and if they wish to communicate in French;
- Three requests were received for Pre-Sentence Reports in French;
- Six inquiries were made for French-language services (fine options, etc.);
- Two staff attended 5 French learning day sessions this year;
- One staff completed 10 weeks of French online courses;
- Two staff attended French Legal Terminology Training; and
- One staff completed 2 French courses (intermediate 4 & conversation intermediate) offered through Université Sainte-Anne.

| | |
|---|---|
| <p>Quand les agents de probation vont à La Picasse, à Petit-de-Grat, pour rencontrer des délinquants qui sont sous surveillance ou pour obtenir un rapport présentiel, ils communiquent en français avec le personnel.</p> <p>Aux établissements correctionnels pour adultes, il y a eu 5 demandes pour l'obtention de dictionnaires en français; 4 délinquants travaillent de façon autonome à l'apprentissage du français (1 à l'ordinateur et les 3 autres avec du matériel imprimé).</p> <p>Les Services juridiques Six avocats et deux assistants juridiques ont suivi des cours de français. Il y a eu des cours en classe au French Doctor Language Center, des cours de terminologie juridique sur place et un cours de correspondance juridique de niveau 4.</p> <p>Le Service des poursuites publiques Le Service des poursuites publiques a affiché des informations en français sur son site Web. On a offert aux procureurs la possibilité d'avoir des cartes professionnelles bilingues. Ceux qui en ont fait la demande les ont reçues. Le Service continue de garder à jour une liste des avocats de la Couronne et du personnel qui peuvent offrir des services en français. Une liste des bureaux régionaux qui sont en mesure d'offrir des services en français et de participer au programme <i>Bonjour!</i> quand le personnel est disponible, est mise à jour sur une base régulière.</p> <p>Deux avocats de la Couronne et un superviseur ont participé à la Semaine de perfectionnement en français juridique 2017 tenue à Canmore en Alberta du 31 janvier au 3 février 2017. Un avocat de la Couronne bilingue a été embauché récemment pour le bureau d'Amherst.</p> | <p>When probation officers go to La Picasse in Petit de Grat to meet with offenders who are under supervision or need a Presentence Report prepared, they communicate in French with the staff.</p> <p>At the correctional adult facilities, there were 5 requests for French dictionaries and 4 offenders are working on self-directed French (1 on the computer; and 3 with written material).</p> <p>Legal Services In Legal Services, 6 lawyers and 2 legal assistants received French language training this fiscal year. The courses included group classes at The French Doctor Language Center, in-house French Legal Terminology Training, and French Legal Correspondence 4.</p> <p>Public Prosecution Service The Public Prosecution Service offered French information on their website. Crown Attorneys were offered bilingual business cards and they were provided upon request. PPS continues to maintain and update a list of Crown Attorneys and staff who can provide French services. A list of regional offices able to provide services in French and participate in the "Bonjour" program when those staff are available is updated on a regular basis.</p> <p>Two Crown Attorneys and a supervisor participated in the Semaine de perfectionnement en français juridique 2017 held in Canmore, Alberta, January 31 to February 3, 2017, and a bilingual Crown Attorney was recently hired for the Amherst office.</p> |
|---|---|

L'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse

Dans toutes ses annonces de postes, l'Aide juridique a indiqué que le bilinguisme était un atout. Elle a offert à tous ses employés la possibilité de suivre des cours de français et elle a fourni des cartes professionnelles bilingues à ses employés bilingues qui en ont fait la demande. Le matériel traduit sera imprimé si le budget le permet.

Le site Web de l'Aide juridique a été lancé en janvier 2016 et on prévoit ajouter du contenu en français. L'Aide juridique collabore avec la coordonnatrice des services en français pour que le nouveau contenu soit traduit. Il s'agit d'une activité continue.

Objectif stratégique n° 3 – Engagement communautaire et sensibilisation

Pour assurer la participation de la communauté acadienne et francophone et offrir des services qui appuient son développement et son essor, le ministère de la Justice, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques se sont engagés à :

- établir des relations entre le gouvernement et la communauté acadienne et francophone en tenant des activités officielles et non officielles et en offrant des services en français lors des consultations;
- encourager les Acadiens et les francophones à présenter une demande pour devenir membres des conseils, des agences et des commissions.

Mesures prévues en 2016-2017

Le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques sont chargés d'administrer la justice, de promouvoir la sécurité des Néo-Écossais grâce à des programmes, à des services et à

Nova Scotia legal Aid

NSLA listed bilingualism as an asset listed in all job postings and offered to all staff French courses that were available and provided bilingual business cards to bilingual members of Nova Scotia Legal Aid on request. The translated material will be printed as budget allows.

NSLA website launched Jan./16 and plans to offer French-language content on Legal Aid website, thus collaborating with French Language Coordinator to have new content translated into French. This is ongoing.

Strategic Objective 3: Community engagement and outreach

To engage the Acadian and francophone community and provide services which support its development and growth, the Department of Justice, NSLA and PPS are committed to:

- building relationships between government and the French-speaking community through formal and informal engagements and providing French-language services during consultations; and;
- encouraging francophones to apply for positions on Agencies, Boards and Commissions.

Planned Measures for 2016-2017

The Department of Justice, NSLA and PPS are responsible for the administration of justice and for promoting the safety and security of Nova Scotians through justice-related programs, services and initiatives. As such, they are committed to working

| | |
|--|---|
| <p>des initiatives liés à la justice. Par conséquent, ils se sont engagés à travailler en collaboration avec d'autres ministères du gouvernement, des partenaires du secteur de la justice et des organismes communautaires pour établir et maintenir des partenariats stratégiques, ce qui est un élément clé de beaucoup de leurs initiatives.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Le Ministère a fourni du financement et des contributions en nature pour appuyer les activités de l'AJEFNE lors de la Journée du droit. 2) Les Services juridiques ont fourni des conseils juridiques sur le rapport et les recommandations portant sur l'Accord de coopération et d'échanges entre le gouvernement du Québec et celui de la Nouvelle-Écosse. L'Accord a été signé par le ministre des Affaires acadiennes et de la Francophonie. Il s'agit d'une entente de financement de contrepartie de cinq ans pour faciliter les échanges d'apprentissage et la coopération entre des groupes de la communauté acadienne et francophone de la Nouvelle-Écosse et des groupes similaires au Québec. 3) L'Unité de prévention du crime continue de collaborer avec le Conseil scolaire acadien provincial sur l'approche réparatrice dans les écoles. 4) Un membre des Services correctionnels a été invité à prendre la parole dans une classe d'introduction au travail social à l'Université Sainte-Anne. Il a supervisé 300 heures de stage en milieu de travail et assisté à des rencontres dans le cadre du programme ÉcolesPlus à Tusket et Clare tous les deux mois. 5) Sur une base continue, le Ministère et le Service des poursuites publiques encouragent les consultations avec la communauté acadienne et francophone et appuient les initiatives qui offrent de l'aide pour l'essor et la croissance des Néo-Écossais francophones. | <p>collaboratively with other government departments, justice partners and community organizations to establish and maintain strategic partnerships, which is a key component of many of their initiatives.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) The Department of Justice provided funding and offered in-kind contributions to support AJEFNE with Law Day. 2) Legal Services provided legal advice on an R&R and Agreement for Cooperation and Exchange between the Governments of Québec and NS. The agreement was signed by the Minister of Acadian Affairs and Francophonie. It is a five-year matching funding agreement, to facilitate learning exchanges and cooperation between Acadian and French-language community groups in NS with similar organizations in Quebec. 3) The Crime Prevention Unit continues to collaborate with the Counsel Scolaire Acadian Provincial with regards to Restorative Approaches in schools; 4) A Corrections staff member was a guest speaker at an Intro to Social Work class at Université Sainte-Anne; supervised 300-hour social work placement from Université Sainte-Anne and attended bi-monthly Schools Plus French meetings in Tusket and Clare; 5) On an ongoing basis, the Department, PPS encourage consultation with the Acadian and francophone community and support endeavors that assist toward the development and growth of French Nova Scotians; |
|--|---|

| | |
|--|---|
| <p>6) L'Aide juridique rencontrera la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse en mars 2017 pour discuter des besoins de la communauté acadienne et francophone.</p> | <p>6) NSLA will schedule a meeting March 2017 with la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse to discuss the needs of the Acadians and francophone communities.</p> |
| <p><i>Buts, objectifs et mesures pour 2017-2018</i></p> <p><i>Buts et objectifs 2017-2018</i></p> <p><i>Objectif stratégique n° 1 – Leadership et orientation politique</i></p> <p>Pour se faire les champions des cadres de planification, d'administration et d'élaboration de politiques pour la mise en œuvre de la <i>Loi sur les services en français</i> et son règlement et en assurer le soutien, le ministère de la Justice, l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse et le Service des poursuites publiques se sont engagés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ appuyer les Affaires acadiennes par l'application de la <i>Loi sur les services en français</i> et de son règlement; ▪ contribuer au rapport d'étape annuel du gouvernement provincial sur les services en français; ▪ continuer d'élaborer des politiques pour appuyer la prestation de services en français. <p><i>Mesures prévues en 2017-2018</i></p> <p>Le Ministère de la Justice, l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse et le Service des poursuites publiques appuient la <i>Loi sur les services en français</i> et son règlement et s'engagent à afficher sur leur site Web, au plus tard le 31 mars 2018, le rapport sur le plan de services en français pour l'exercice de 2017-2018 aussi que le plan pour l'exercice de 2018-2019.</p> | <p><i>Goals, Objectives, and Measures for 2017-2018</i></p> <p><i>Goals and Objectives for 2017-2018</i></p> <p><i>Strategic Objective 1: Leadership and Policy Direction</i></p> <p>To champion and support the policy development, planning, and administrative frameworks for the implementation of the <i>French-language Services Act and Regulations</i>, the Department of Justice, NSLA and PPS are committed to:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ supporting Acadian Affairs by implementing the <i>French-language Services Act and Regulations</i>; ▪ contributing to the provincial government's Annual Plan and Progress Report on French-language services; and ▪ ongoing development of policies to support the delivery of French-language services. <p><i>Planned Measures for 2017-2018</i></p> <p>Supportive of the <i>French-language Services Act & Regulations</i>, the Department of Justice, NSLA and PPS are dedicated to drafting and making public on their website, the 2017-18 French-language Services Accountability Report and the Business Plan for 2018-19 in both official languages by March 31, 2018.</p> |

Les services judiciaires auront un protocole d'audience en français qui reflétera tout changement aux pratiques dans les tribunaux. Le protocole devra être approuvé par l'équipe de la haute direction et le bureau du juge en chef et il sera publié dans le manuel de la Cour provinciale.

Le Service des poursuites publiques continuera à être représenté au comité sur les services en français.

L'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse assistera aux rencontres trimestrielles du comité consultatif des services en français du Ministère de la Justice.

Objectif stratégique n° 2 – Disponibilité et accessibilité des services en français

Pour augmenter la visibilité des services en français par l'offre active, la communication, les ressources électroniques et sur papier ainsi qu'une plus grande capacité de la part des fonctionnaires d'offrir des services en français, le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques se sont engagés à :

- offrir des services et des documents d'information qui répondent aux besoins prioritaires de la communauté acadienne et francophone;
- appuyer l'apprentissage du français chez les employés;
- augmenter la capacité d'offrir des services en français dans les domaines prioritaires.

Mesures prévues en 2017-2018

En appuyant l'offre active des services en français, le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques se sont engagés à continuer d'offrir au public des services et des informations en français. Pour améliorer la prestation des

Court Services will have the French Hearing Protocol, reflecting any change to practices in the courts, vetted by the Senior Management Team and the office of the Chief Judge and published in the Nova Scotia Provincial Court Manual.

The Public Prosecution Service will maintain representation on the French-language services committee.

Nova Scotia Legal Aid will attend quarterly meetings of the Department of Justice French-language Services Advisory Committee.

Strategic Objective 2: Availability and Accessibility of French-language Services

To increase the visibility of French-language services through active offer, communications, print and electronic material, and increase French-language capacity of public servants, the Department, NSLA and PPS are committed to:

- delivering services and informational materials that respond to the priority needs of the Acadian and francophone community;
- supporting French-language training for staff; and
- increasing capacity to provide French-language services in priority areas.

Planned Measures for 2017-2018

Offering French services by making an active offer, the Department, NSLA and PPS are dedicated to the delivery of French services and information to the public on an ongoing basis. To enhance the delivery of French-language services, various kinds and levels of French training will be offered to employees. Improving access to justice also means

services offerts en français, des cours de français seront offerts aux employés, et ce, à différents niveaux. Améliorer l'accès à la justice signifie aussi de prendre en considération les besoins des populations qui sont difficiles à joindre. Un accès réel aux services et aux informations signifie que les informations demandées sont données le plus rapidement possible et que les services sont offerts le plus tôt possible. À cette fin, le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques offrent, principalement sur leurs sites Web respectifs, divers documents traduits provenant de plusieurs divisions. Quand ils embaucheront de nouveaux employés, ils indiqueront dans les offres d'emploi que la connaissance du français est un atout ou une exigence, selon le cas, et ils feront la promotion des programmes offerts en français. Le Ministère continuera d'offrir, sur demande, les services accessibles en français et d'embaucher des employés bilingues dans les secteurs de service clés.

Les Services correctionnels

- maintiendront et mettront à jour la page Web *Bonjour!* sur les services en français sur leur site;
- amélioreront les programmes pédagogiques en français pour les délinquants, jeunes et adultes, qui en font la demande.
- continueront d'augmenter leur capacité de répondre aux demandes pour des services en français en déterminant qui, parmi le personnel, est en mesure de suivre une formation pour offrir des services en français;
- offriront des services en français aux clients du gouvernement et continueront d'embaucher du personnel bilingue dans les secteurs de service clés;
- continueront de veiller à ce que le personnel profite des possibilités de suivre des cours de français.

considering the needs of hard to reach populations. Meaningful access to services and information means that responsive information and services are offered at the optimal time. To that end, they will offer - mainly on their websites - a variety of translated materials from various divisions. The Department, NSLA and PPS will advertise French-language capacity as an asset or as a requirement where appropriate when hiring new staff, and will promote Programs available in French. The Department will continue to provide, upon request, those services that are available in French, as well as employ bilingual staff in key service areas.

Correctional Services will:

- Maintain and update the "Bonjour!"/Services en français web page on the department's website;
- Enhance educational programming for adult and youth offenders provided in French as requested;
- Continue to increase capacity to respond to requests for French-language services in the Department of Justice by identifying staff capable of (or suitable for) training to provide services;
- Provide French-language service to government clients and continue to employ bilingual staff in key service areas; and
- Continue to ensure staff are taking advantage of relevant French-language training opportunities.

Les Services judiciaires

- continueront d'encourager les employés à suivre les cours de français offerts par l'Université Sainte-Anne, de même que les séminaires de formation à l'interne pour les employés;
- feront la promotion du bilinguisme comme étant un atout dans les offres d'emploi;
- feront traduire les changements aux Règles de procédure civile;
- continueront d'appuyer le Programme d'information pour les parents en français;
- continueront à concevoir et à développer une trousse d'informations en français pour les jurés;
- feront traduire les testaments rédigés en français;
- veilleront à ce qu'il y ait un juge et un sténographe judiciaire qui parlent français lors des audiences, conformément à l'article 530 du *Code criminel* et à la *Loi sur les contraventions* (loi fédérale).
- feront traduire en français des documents choisis;
- feront la promotion du site Web « Families Change » lors d'une campagne dans les médias sociaux avec des messages en français et en anglais.
- continueront de maintenir leur capacité d'offrir des services en français.

Les Services juridiques

- continueront d'augmenter leur capacité de répondre aux demandes pour des services en français au sein du Ministère en déterminant qui, parmi le personnel juridique et de soutien, est en mesure d'offrir des services en français aux clients;
- veilleront à ce que les membres du personnel et les avocats continuent de profiter des possibilités de formation pertinentes.

Court Services will:

- Continue to support French-language training offered at Université Sainte-Anne and through internal training seminars for existing employees;
- Promote bilingualism as an asset in employment competitions;
- Translate amendments to Civil Procedure Rules;
- Continue to support the French-language Parent Information Program;
- Continue work to design and, develop, a French-language jury administration package;
- Provide translation on French-language wills;
- Arrange for a French-speaking judge, court reporter and interpreters for proceedings in accordance with section 530 of the *Criminal Code* of Canada and the *Federal Contraventions Act*;
- Translate select Justice publications into French;
- Promote Families Change website through a social media campaign with posts in both French and English;
- Continue to maintain capacity to offer services in French.

Legal Services will:

- continue to increase capacity to respond to the demands of French-language services throughout Justice by identifying legal and support staff capable of providing French-language service to clients.
- ensure staff and lawyers continue to take advantage of relevant training opportunities.

Le Service des poursuites publiques

- gardera à jour une liste des avocats de la poursuite qui peuvent faire des procès en français afin de pouvoir respecter l'article 530 du *Code criminel*;
- gardera à jour une liste des membres du personnel qui peuvent communiquer en français avec les parties intéressées et encouragera la participation au programme *Bonjour!*;
- fera la promotion des possibilités de suivre des cours de français offerts par le gouvernement provincial et d'autres organismes;
- maintiendra un volet en français sur son site Web.

L'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse

- travaillera avec la coordonnatrice des services en français pour la traduction en français des pages de son site Web afin de les afficher sur son nouveau site Web;
- fournira des cartes professionnelles bilingues aux avocats qui offrent des services en français;
- continuera de faire de la connaissance du français un atout lors de l'embauche de nouveaux employés;
- continuera de promouvoir auprès de tous les employés les cours de français offerts par le gouvernement;
- fournira des documents bilingues et du contenu Web bilingue aux collectivités lors de ses activités s'il est possible de les faire traduire;
- imprimera 2000 fiches sur le droit des pauvres et la justice sociale et en fournira à tous les bureaux de l'aide juridique et des centres de justice pour distribution; traduira et imprimera des affiches sur la justice sociale si le budget le permet;
- embauchera des interprètes pour des entrevues quand il n'est pas possible d'avoir un avocat qui parle français.

Public Prosecution Service will:

- Maintain and update a list of Crown Attorneys able to conduct trials in French pursuant to s.530 of the *Criminal Code*;
- Maintain a list of staff members able to communicate with stakeholders in French and encourage participation in the *Bonjour* campaign;
- Promote the availability of French language training available through the provincial government and elsewhere; and
- Keep a French language component on the PPS website.

Nova Scotia Legal Aid will:

- Work with the French-language Coordinator for translation of the Legal Aid website pages into French for publication on the new website;
- Provide bilingual business cards to lawyers providing service in French;
- Continue to make proficiency in French a desirable asset in hiring new personnel;
- Continue to offer French language training made available by government to all employees;
- Offer bilingual materials/web content to communities during outreach as translation is possible;
- Will print 2000 Social Justice/Poverty Law Cards and provide cards to every Legal Aid Offices and Justice Centres for distribution and will translate and print poster advertising Social Justice as budget allows; and
- Hire interpreters for interviews when a bilingual lawyer is not available.

Objectif stratégique n° 3 – Engagement communautaire et sensibilisation

Pour assurer la participation de la communauté acadienne et francophone et offrir des services qui appuient son développement et son essor, le ministère de la Justice, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques se sont engagés à :

- établir des relations entre le gouvernement et la communauté acadienne et francophone en tenant des activités officielles et non officielles et en offrant des services en français lors des consultations;
- encourager les Acadiens et les francophones à présenter une demande pour devenir membres des conseils, des agences et des commissions.

Mesures prévues en 2017-2018

Le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques sont chargés d'administrer la justice, de veiller à la sécurité des Néo-Écossais grâce à des programmes, à des services et à des initiatives liés à la justice. Ils se sont engagés à collaborer avec les autres branches du gouvernement, les groupes associés et les parties intéressées pour créer et protéger des activités stratégiques communes. Il s'agit d'un élément essentiel d'un grand nombre de leurs projets. Sur une base continue, le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques encourageront les communications avec les Acadiens et les francophones de la Nouvelle-Écosse et se feront les champions des initiatives qui contribuent à l'essor et à la croissance des Néo-Écossais francophones.

- Les Services juridiques offriront des avis de qualité à leurs clients, dont les Affaires acadiennes.
- Les Services judiciaires consulteront et rencontreront régulièrement l'AJEFNE afin d'explorer les secteurs où des

Strategic Objective 3: Community engagement and outreach

To engage the Acadian and francophone community and provide services which support its development and growth, the Department of Justice, NSLA and PPS are committed to:

- building relationships between government and the French-speaking community through formal and informal engagements and providing French-language services during consultations; and
- encouraging francophones to apply for positions on Agencies, Boards and Commissions.

Planned Measures for 2017-2018

The Department of Justice, NSLA and PPS are tasked with the administration of justice and with encouraging the safety and security of Nova Scotians through justice-related programs, services and initiatives. Thus, they are dedicated to collaborating with other branches of government, justice associates and community stakeholders to create and preserve strategic joint ventures, which is a crucial piece of many of their projects. On an ongoing basis, the Department, NSLA and PPS will encourage communication with the Acadian and francophone Nova Scotians and champion undertakings that contribute toward the development and growth of French Nova Scotians.

- Legal Services will provide quality advice to its clients, including Acadian Affairs.
- Court Services will consult and meet regularly with l'AJEFNE to explore areas where

| | |
|---|--|
| <p>services additionnels pourraient être offerts à la communauté acadienne et francophone;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ils appuieront les activités organisées pour les élèves francophones à l'occasion de la Journée du droit. • L'Aide juridique organisera des rencontres annuelles avec l'AJEFNE et la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse pour discuter des besoins de la communauté acadienne et francophone. | <p>enhanced services could be offered to the Acadian and francophone community;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Support Law Day activities for French students. • NSLA will schedule annual meetings with AJEFNE and la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE) to discuss needs of Acadians and francophone communities. |
| <p><i>Priorités de la communauté acadienne et francophone</i></p> <p>Depuis 2004, le Ministère et les parties intéressées ont réalisé des progrès pour permettre aux Néo-Écossais d'avoir accès à la justice dans la langue officielle de leur choix. Le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques ont résumé dans le présent plan comment ils avaient ciblé les priorités de la communauté acadienne et francophone et comment ils continueront de les cibler.</p> <p>Le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques comprennent les besoins de la communauté acadienne et francophone et sont déterminés à continuer le travail et à résoudre les problèmes qui sont au cœur de l'accès à la justice pour les francophones de la Nouvelle-Écosse. Ils sont prêts à cibler les obstacles pour respecter la <i>Loi sur les services en français</i> (2004) et son règlement (2006)</p> <p>L'article 530 du <i>Code criminel</i> donne à un accusé le droit de faire une demande pour avoir son procès dans la langue officielle de son choix, si la demande est faite dans le délai prescrit par le juge lors de la première comparution de l'accusé en cour. Ce droit est</p> | <p><i>Priorities of the Acadian and Francophone Community</i></p> <p>Since 2004, progress has been made by the Department and its stakeholders to ensure that Nova Scotians can access justice in the official language of their choice. The Department of Justice, NSLA and PPS have summarized in this plan how they have focused on, and will continue to attend to, the priorities of the Acadian and francophone community.</p> <p>The Department, NSLA and PPS understand the needs of the Acadian and francophone community and are dedicated to pressing forward and solving unresolved issues which go to the crux of "access to justice" for French Nova Scotians. They are ready to focus on challenges in support of the <i>French-language Services Act (2004) & Regulations (2006)</i>.</p> <p>Section 530 of the <i>Criminal Code</i> gives the accused the right to apply to be tried in the official language of their choice, provided the application is made within the time limit set by the judge at the accused's first appearance in court. This right is guaranteed even if the accused speaks the other official language. This means that if the accused</p> |

| | |
|---|--|
| <p>garanti même si l'accusé parle l'autre langue officielle. Cela signifie que si l'accusé opte pour un procès en français, l'avocat de la poursuite, le juge et les jurés doivent comprendre le français et parler en français durant le procès. Selon l'accusation, le procès se déroule alors soit à la Cour provinciale soit à la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse. Dans ces deux cours, il y a des juges et des employés bilingues qui peuvent travailler en français.</p> <p>Les Règles de procédure civile et les règles de la Cour provinciale sont tenues à jour dans les deux langues officielles et affichées sur le site Web des tribunaux de la Nouvelle-Écosse. Le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques fournissent des services d'interprétation et de traduction s'il y a lieu. Ainsi, en 2016-2017, les Services judiciaires ont fourni 51 fois des services d'interprétation pour un total de 200 heures de travail, lors de différentes audiences dans la province, dont 6 procès en français. En 2016-2017, un avocat de l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse dans le comté de Kings a participé à un procès en français au tribunal de la famille.</p> | <p>chooses French, counsel for the prosecution, the judge and the jury must be able to understand French and speak it during the trial. Contingent upon the charge(s), the trial may proceed in either the Provincial or Supreme Court. Bilingual Judges and staff at both court levels are available to provide services in French.</p> <p>The Civil Procedure Rules and the Provincial Court Rules are maintained in both official languages and published on the Courts of Nova Scotia website. The Department, NSLA and PPS provide interpretation and translation services, as required. For example, in 2016-17, Court Services provided interpreter services on 51 occasions for 200 hours of interpretation services at various court hearings throughout the Province including 6 French trials. In 2016-2017, a Nova Scotia Legal Aid staff lawyer in Kings County ran a French trial in Family Court.</p> |
| <p><i>Contribution à la préservation et à l'essor de la communauté acadienne et francophone</i></p> <p>Le ministère de la Justice, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques demeurent engagés à travailler avec les parties intéressées et à concentrer leurs efforts dans les régions désignées de la province où vit une plus forte proportion d'Acadiens et de francophones. Il s'agit d'Halifax, de Dartmouth, de Port Hawkesbury, de Yarmouth et de Digby. Ces endroits sont considérés comme les plus importants par la communauté acadienne et francophone.</p> | <p><i>Contribution to the Preservation and Growth of the Acadian and Francophone Community</i></p> <p>The Department of Justice, NSLA and PPS continue to be committed to working with stakeholders and directing their efforts to designated high concentration of Acadians and francophones Nova Scotian in the province. These locations include Halifax, Dartmouth, Port Hawkesbury, Yarmouth and Digby. These regions are deemed most prominent by the Acadian and francophone community.</p> |

| | |
|---|--|
| <p>Le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques continuent d'améliorer leur capacité de répondre aux demandes de renseignements de première ligne, que ce soit au comptoir, à la réception, par téléphone ou dans les tribunaux. Ils facilitent aussi l'accès à la justice en français en continuant d'offrir différents services en français ainsi que des outils et des cours de français aux membres du personnel.</p> <p>Le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques continuent d'être guidés par les consultations directes avec l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse (AJEFNE) ainsi que par l'étude des rapports des consultations rédigés par les Affaires acadiennes et la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE), et par le rapport sur l'utilisation des services gouvernementaux en français par les Acadiens et les francophones de la Nouvelle-Écosse (Deveau, Landry et Allard, 2008).</p> | <p>The Department, NSLA and PPS continue to improve their ability to manage front-line requests at counters, reception areas, by telephone and in court. They enable access to French-legal services by continuing to offer varied services, tools, and French-language training to staff.</p> <p>Efforts made by the Department, NSLA and PPS continue to be steered by in-person consultations with AJEFNE and through reference to consultation reports produced by Acadian Affairs and the Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE), as well as a report about a study on the factors associated with the utilization of government services in French by Nova Scotian Acadians and Francophones (Deveau, Landry and Allard, 2008).</p> |
|---|--|